

de notre pays, je me désintéresse de l'Afrique. Alors là, vous auriez matière à vous étonner.

PARIS, 28 JUILLET 1994

### Interview du Premier ministre, M. Edouard Balladur à "Jeune Afrique"

#### France - Afrique - dévaluation du franc CFA - aide au développement

*Q - Votre premier voyage officiel en Afrique noire vous conduit au Sénégal, en Côte-d'Ivoire et au Gabon. Pourquoi maintenant et pourquoi ces trois pays ?*

R - Il fallait manifester envers l'Afrique francophone, qui traverse une période difficile, la solidarité du gouvernement français. Je ne pouvais m'y rendre tant que le problème de la valeur du franc CFA n'avait pas été réglé. C'est désormais chose faite et, me semble-t-il, bien faite. J'ai donc choisi, pour mon voyage, les pays où la réussite de l'opération dévaluation m'apparaît la plus symbolique. J'ajoute que le président Bongo a par ailleurs manifesté son intention de réunir à Libreville, à l'occasion de ma visite, un certain nombre de chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique centrale.

*Q - Cela vous permettra de faire savoir que vous ne vous désintéressez pas de l'Afrique...*

R - Soyons clairs : s'intéresser à l'Afrique, ce n'est pas vouloir la reconduction pure et simple des politiques existantes sans prendre en compte une réalité qui a tant changé. L'Afrique était en train de s'enfoncer dans le marasme économique, sans perspective de redécolage. Il fallait bien agir.

*Q - En quoi votre politique africaine diffère-t-elle de celle qu'ont menée vos prédécesseurs ?*

R - Nous devons inciter nos partenaires africains à participer pleinement au mouvement du monde. Ils se sont émancipés il y a trente ans, mais tout a changé depuis. Sur le plan économique avant tout : la dévaluation n'est pas une fin en soi, c'est un moyen de mener une autre politique. L'aide de la France est, dans ce cadre, considérable et jamais aucun gouvernement français n'a fait pour l'Afrique ce qu'a accompli le mien. En termes d'aide à l'ajustement, nous avons débloqué 10 milliards de francs pour cette année et les deux prochaines. Nous avons annulé 25 milliards de francs de dettes. Nous accordons 370 millions de francs d'aide aux populations démunies, via le Fonds spécial de développement et les aides spécifiques, notamment dans le secteur des médicaments. A cela s'ajoutent 300 millions de francs de facilités de trésorerie pour les entreprises françaises et africaines touchées par la dévaluation. Sans compter les mobilisations, pour lesquelles nous avons beaucoup agi, du FMI, de la Banque mondiale et de l'Union européenne : 13 milliards de francs pour 1994. Nul, ne vous le répète, n'a fait autant.

*Q - Il n'empêche. Dans le domaine purement politique, vous semblez considérer l'Afrique comme une sorte de fardeau...*

R - C'est inexact. L'Afrique n'est plus un enjeu en-

tre les blocs, elle risque d'être marginalisée et d'ailleurs beaucoup de pays ont réduit leur aide. Seule la France poursuit son effort et sa présence. Il est dans sa tradition d'être plus désintéressée que d'autres. Les pays d'Afrique francophone l'ont bien compris, à en juger par leur réaction très positive vis-à-vis de notre opération au Rwanda. Je n'ai pas entendu chez eux ces absurdes reproches de néo-colonialisme formulés ailleurs.

#### Rwanda - réactions à l'intervention humanitaire française - relève de l'opération Turquoise

*Q - Qui a décidé de la mise en place de l'opération Turquoise ?*

R - Notre position, dans cette affaire, a été celle que j'ai définie. Les conditions de notre intervention ont été celles que j'ai souhaitées : Turquoise a été, est, et restera une opération purement et simplement humanitaire. Nos partenaires africains n'en ont d'ailleurs pas douté un seul instant.

*Q - On a souvent évoqué vos réticences initiales face à cette opération. A-t-on eu tort ?*

R - Je ne voulais pas d'une intervention de la France dans la guerre civile rwandaise, encore moins d'un engagement plus ou moins clair au côté de telle ou telle partie au conflit. C'est cela que l'on a appelé mes réticences. J'ai toujours voulu une intervention humanitaire et seulement humanitaire, sous mandat des Nations unies et limitée dans le temps.

*Q - Le risque d'engagement direct dans le conflit rwandais existait-il ?*

R - L'accueil initial réservé à Turquoise, qui pourtant tenait compte des conditions posées, démontre bien que j'avais raison de redouter toute ambiguïté. Fort heureusement, cette erreur d'interprétation a depuis été dépassée. Désormais, on nous supplie de rester.

*Q - Ne fallait-il pas, tant qu'à le faire, intervenir plus tôt ?*

R - Vraiment ? On nous a tantôt reproché d'être là, tantôt de partir trop tôt ou de ne pas partir assez vite, puis de n'être pas arrivés plus tôt. Il y aurait une intéressante sinusoïde à tracer des remarques faites à propos de la politique de la France au Rwanda... Soyons sérieux : lors de l'assassinat, le 6 avril dernier, du Président Habyarimana, nous n'étions plus au Rwanda. Ni les Nations unies, ni le gouvernement en place à l'époque n'ont fait appel à nous.

*Q - La position des partenaires occidentaux de la France vis-à-vis de l'opération Turquoise a-t-elle évolué ?*

R - Je les trouve aujourd'hui fort chaleureux, voire louangeurs. Pour le reste, permettez-moi de ne pas faire de commentaires.

*Q - L'opération prendra-t-elle fin, comme convenu, le 22 août ?*

R - Il y aura un retrait partiel avant la fin du mois de juillet. Le 22 août, ce sera la fin de notre mission.

*Q - Cette date sera-t-elle tenue ?*

R - Ce serait, de la part de la communauté internationale, un grave aveu d'impuissance que d'être incapable de remplacer deux mille soldats français.

### France - Afrique - encouragement aux réformes économiques et à la démocratisation

Q - Faut-il, comme le disent certains, recoloniser l'Afrique ?

R - Cette idée est absurde. Il faut aider les Africains à bien se gérer eux-mêmes. Une aide exceptionnelle leur est aujourd'hui accordée pour assurer le succès de la dévaluation, elle ne pourra être indéfinie. Ils doivent profiter de cette période pour procéder à toutes les réformes nécessaires. C'est à cette condition qu'un courant d'investissement et de croissance économique pourra reprendre.

Q - On vous reproche parfois de privilégier, par rapport à l'Afrique, une approche un peu trop désincarnée et technocratique.

R - C'est peut-être ce que l'on dit dans certains milieux parisiens, mais cela n'a rien à voir avec la réalité. Aimer les Africains, cela ne consiste pas à les flatter au détriment de la vérité. Vous le savez : j'ai été confronté à une situation qui n'était guère brillante.

L'Afrique était en cessation de paiements. Son niveau de vie baissait, elle était isolée, les capitaux fuyaient. Il était donc indispensable de procéder à une opération du type de celle qu'avait réalisée le général de Gaulle en France en 1958 : dévaluer d'un côté, remettre de l'ordre de l'autre. Cela n'est certes pas agréable. Mais je crois que nombre d'Africains, surtout les jeunes élites, l'ont compris.

Q - Il y a tout un pan caractéristique des relations franco-africaines sous la Cinquième République que, semble-t-il, vous récusez : les relations personnelles, complices, presque familiales, avec les dirigeants du continent.

R - Mais qui vous a dit que je les récusais ? Sur quoi vous fondez-vous ? Posez donc la question aux Africains.

Q - Vos interlocuteurs africains ne pourront pas s'empêcher de penser, en vous accueillant, aux prochaines échéances électorales françaises. En êtes-vous conscient ?

R - Non, il ne faut pas tout mélanger.

Q - Tout de même, ce voyage, à dix mois de la présidentielle...

R - Fallait-il donc que je m'interdise d'aller en Afrique, ce qui aurait permis de prétendre que je m'en désintéresse. Comme toujours, les choses sont simples. Celui qui a décidé d'aider les Africains à prendre la décision courageuse de la dévaluation et de faire un effort exceptionnel en leur faveur, c'est moi. J'ai fait partager cette conviction aux autorités de l'Etat en France. Il est donc normal que, six mois après, j'aie sur place observé les résultats et rendre hommage aux Africains pour le courage dont il ont fait preuve.

Q - Et la démocratisation ? Faut-il oublier le discours de La Baule ?

R - Non. Il existe un certain nombre de principes d'organisation politique et sociale auxquels les Français sont attachés : la liberté des élections en est un, et il n'est pas concevable de transiger là-dessus. Mais les Africains ont, eux aussi, leurs formes d'organisation tra-

ditionnelles. Elles doivent sans doute évoluer, mais c'est à eux de définir la forme et le rythme que doit prendre cette évolution. Faut-il, par exemple, adapter leur droit coutumier à la modernité ? C'est leur affaire, je n'en déciderai pas à leur place. L'important est qu'ils sachent que, même si la communauté internationale a paru un temps les avoir abandonnés, la France est à leurs côtés, plus solidaire que jamais.

DAKAR, 28 JUILLET 1994

### Visite au Sénégal - Discours du Premier ministre, M. Edouard Balladur devant l'Assemblée nationale du Sénégal

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs,

### France - Sénégal - évolutions des relations bilatérales et du contexte international

C'est un grand honneur pour moi de m'adresser aujourd'hui aux représentants du peuple sénégalais. Il existe entre lui et le peuple de France que je représente ici une très longue histoire qui, si j'en crois les chroniques, remonte à ce jour de Noël 1364 où des marins dieppois jetèrent l'ancre pour la première fois sur vos rivages. Cette histoire, nous l'assumons ensemble aujourd'hui. Elle est notre patrimoine commun, comme la racine profonde à partir de laquelle peut aujourd'hui se développer la relation si particulière d'amitié et de confiance qui existe entre nos deux nations.

Ma première pensée aujourd'hui est celle de la gratitude pour votre hospitalité et pour l'occasion que vous me donnez de vous parler en ami. Mon message sera simple. C'est un message de solidarité renouvelée de la France à l'égard du Sénégal et de l'Afrique ; c'est un message d'espoir dans l'avenir du continent africain, c'est un message de confiance dans notre capacité commune à construire une société internationale plus stable, plus juste et capable de favoriser le progrès économique et social.

En affirmant cet espoir, je n'ai pas le sentiment de faire preuve d'un optimisme déplacé alors même que le monde nous rappelle sans cesse en ex-Yougoslavie ou au Rwanda combien la paix et la liberté sont fragiles. Je souhaite au contraire affirmer que notre destin commun est entre nos mains, pour autant que nous sachions réagir aux difficultés économiques, aux crises politiques et traiter ensemble des vrais problèmes du monde nouveau qui nous entoure.

Dans les derniers mois, la France et le Sénégal ont fait à deux reprises, avec d'autres, la preuve de leur capacité à prendre leurs responsabilités. Pour combattre la crise économique et la récession, le Sénégal a courageusement décidé avec ses partenaires de la zone franc réunis à Dakar de dévaluer le franc CFA. La France a adopté des mesures d'accompagnement d'une ampleur exceptionnelle et elle a contribué à mobiliser les institutions internationales. Cet effort commence au-